

Jeudi 10 septembre 2026

JOP 2030 : derrière la crise de gouvernance, l'échec d'un projet

Dans le dossier des Jeux olympiques et paralympiques 2030, la mise à l'écart d'Edgar Grospiron n'est ni un énième psychodrame ni une simple erreur de casting. Cette crise pose une nouvelle fois la question de la viabilité, de la faisabilité et de la légitimité d'un événement que les conseiller·es régionaux écologistes n'ont eu de cesse de dénoncer.

Depuis longtemps, que ce soit du côté Région avec Fabrice Pannekoucke ou du côté du Ministère des Sports avec Marina Ferrari, tout le monde savait que la combinaison était trop grande. Martin Fourcade devait incarner le Tony Estanguet des JOP d'hiver mais il a démissionné. Edgar Grospiron devait lui succéder, il est aujourd'hui écarté. La succession des défections et des départs est aussi longue que le tremplin de Courchevel : Martin Fourcade, Cyril Linette, Anne Murac, autant de personnes qui n'ont pas cru à un projet qui, à ce jour, n'est toujours pas ficelé.

Au lieu de chercher la bonne personne pour porter ce projet, il faudrait peut-être finir par s'interroger sur le projet lui-même. L'absence de démocratie, l'opacité budgétaire, l'instabilité institutionnelle, sont autant de symptômes d'une faillite annoncée.

L'opacité quant aux financements de ces Jeux demeure complète, alors que les déficits prévisibles devront, eux, être assumés par les collectivités territoriales et les contribuables. La localisation des sites n'est pas plus rassurante ; les négociations vont encore bon train concernant l'accueil de certaines épreuves, malgré la publication officielle de la carte des sites. Et pendant ce temps, toujours aucune annonce claire n'a été faite concernant le deuxième partenaire privé. Le projet avance, mais ses financeurs semblent toujours chercher leur chemin.

Dans le même temps, nos montagnes et nos forêts souffrent. L'été 2026 rend ces Jeux encore plus intenable. La sécheresse fragilise des filières emblématiques de nos territoires, comme les AOP Abondance, Beaufort ou Bleu du Vercors-Sassenage. Dans ce contexte, continuer à engager nos territoires dans un événement reposant sur un modèle économique en décalage avec les réalités climatiques et les besoins des territoires de montagne relève d'une fuite en avant.

Pour Pierre Janot, conseiller régional de l'Isère : *« Alors que les activités de pastoralisme et d'élevage sont chaque année plus difficiles à mener, la priorité devrait être de protéger nos territoires fragiles, pas de compromettre leur adaptation pour deux semaines de compétition. Et ce n'est certainement pas le départ d'Edgar Grospiron qui permettra aux vaches de brouter. »*

Les Régions et l'État ont fait un choix : préférer le spectacle des Jeux aux enjeux de nos territoires, en finançant des infrastructures qui ne répondent pas aux défis climatiques.

« Depuis le début, ce projet manque de sens, de cohérence et de légitimité. La liste de ceux qui l'ont quitté en dit long : le problème n'est pas le casting, c'est le projet. » ajoute Natacha Muracciole, co-présidente du groupe Les Écologistes et conseillère régionale du Cantal.